

Unité départementale du Hainaut
Équipe V2
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RV NORD EST

rue de l'égalité
lieudit de la Planchette
59287 LEWARDE

Références : V2/2022-307
Code AIOT : 0007000461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2022 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 LEWARDE. L'inspection a été annoncée le 09/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 LEWARDE
- Code AIOT : 0007000461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société SUEZ RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire des communes de Lewarde et de Loffre dans le département du Nord (59).

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 09/10/2008, complété notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 20/06/2017 et du 23/07/2021.

Le site est autorisé à admettre 160 000 tonnes de déchets par an. Les déchets admissibles proviennent des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne.

Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 3540 : Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ;
- 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux.

Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED. L'arrêté préfectoral du 09/10/2008 autorise l'exploitation de l'extension de la zone de stockage, dénommée casier 8 (casiers 8a et 8b), pour une durée de 25 ans.

Le site exploite 1 tour aéroréfrigérante avec circuit fermé d'une puissance de 886 kW soumis à déclaration au titre de la rubrique 2921 dont l'exploitation est encadrée par l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 : tours aéroréfrigérantes et risque légionelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
14	Gestion des eaux résiduelles de la TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 5.3 et 5.5 de l'annexe I	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
15	Emissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 5.5 et 5.9 de l'annexe I	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative – Rubrique 2921	AP Complémentaire du 23/07/2021, article 2	/	Sans objet
2	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1 de l'annexe I	/	Sans objet
3	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1. a et c de l'annexe I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 3.7.I.1.b et 3.7.I.2.b de l'annexe I	/	Sans objet
5	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.c de l'annexe I	/	Sans objet
6	Surveillance de l'eau de circuit	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3 de l'annexe I	/	Sans objet
7	Analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 3.7.I.3.a et b et 3.7.I.2.b de l'annexe I	/	Sans objet
8	Transmission des résultats d'analyses réglementaires des conc. en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 3.7.I.3.e + et 3.7.I.2.b de l'annexe I	/	Sans objet
9	Actions à mener si la concentration mesurée en LP \geq 100 000 UFC/L d'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 3.7.I.1.b et 3.7.II.1 de l'annexe I	/	Sans objet
10	Actions à mener si la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 3.7.I.1.b et 3.7.II.2 de l'annexe I	/	Sans objet
11	Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila est rendu impossible par la présence d'une flore interférente.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.b et 3.7.II.3 de l'annexe I	/	Sans objet
12	Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2 de l'annexe I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Qualité de l'eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.1 de l'annexe I	/	Sans objet
16	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.10 de l'annexe I	/	Sans objet
17	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.2 de l'annexe I	/	Sans objet
18	Point de prélèvement des eaux de circuit	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.b de l'annexe I	/	Sans objet
19	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4.2 de l'annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées a relevé les 3 non-conformités suivantes :

- les eaux résiduares de la tour aéroréfrigérante (TAR) sont prioritairement recyclées en eau d'appoint de la TAR et non directement évacuées vers le milieu naturel ;
- les eaux résiduares de la TAR sont, en l'absence de recyclage, rejetées dans un réseau d'eaux pluviales avant rejet au milieu naturel ;
- la surveillance des rejets de la TAR n'est pas réalisée par l'exploitant ;

et propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société SUEZ RV NE, en application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, de respecter les prescriptions des articles 5.3, 5.5 et 5.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/07/2021, article 2			
Thème(s) : Situation administrative – Rubrique 2921			
<p>Prescription contrôlée : L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2008 susvisé, modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juin 2017 susvisé, est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« Article 4 - Liste des activités et installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p>			
RUBRIQUE DE CLASSEMENT	LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION	CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION	RÉGIME
[...]			
2921-b	Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle. La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3000 kW	1 évapo-condensateur de 886 kW comportant un circuit (TAR humide)	Déclaration
[...]			
<p>Constats : L'exploitant est autorisé à exploiter une tour aéroréfrigérante fermée d'une puissance de 886 kW soumis à déclaration au titre de la rubrique 2921.</p> <p>Selon les éléments figurant dans l'analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles mise à jour le 03/03/2022 puis le 21/10/2022 transmise par l'exploitant, le site dispose, en plus de cette TAR, d'une tour dite « adiabatique ».</p> <p>L'exploitant a parallèlement présenté à l'inspection une fiche technique Métier ISDND datée du 20/01/2020 : « Règles d'exploitation des tours <u>adiabatiques</u> –Gestion du risque légionelles » dont l'objectif affiché est de « définir les principes fondamentaux pour l'exploitation des tours <u>adiabatiques</u> afin d'éviter la prolifération bactérienne et l'émission d'aérosols contaminés par la bactérie <i>Legionella pneumophila</i>. Il s'applique à toutes les ISDND équipées d'une tour <u>ADIABATIQUE</u> sur le périmètre SUEZ RV France. »</p> <p>Selon ce document la tour adiabatique exploitée par SUEZ RV NE sur le site de Lewarde relèverait donc de la rubrique 2921, en incohérence avec la situation administrative connue de l'établissement.</p> <p>Interrogé, l'exploitant a reconnu une erreur dans le document, celui-ci ne visant en réalité que la gestion des tours aéroréfrigérantes présentant un risque légionelles.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la tour adiabatique exploitée sur le site était de marque JACIR modèle TOPAZ et a transmis l'attestation du fournisseur excluant cet équipement de refroidissement de la rubrique 2921 compte tenu notamment de l'absence de dispersion d'eau dans le flux d'air.</p> <p>Observation 1 : L'exploitant modifiera en conséquence sa fiche technique Métier ISDND dédiée à l'exploitation des tours de refroidissement.</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 2 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none">- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;- les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;- les attestations de formation de ces personnes.
<p>Constats :</p> <p><u>Situation lors de la visite d'inspection du 25/04/2018</u></p> <p>La visite d'inspection du 25/04/2018 avait permis de constater :</p> <ul style="list-style-type: none">• que le plan de formation présenté n'intégrait pas la responsable formelle de l'installation (<i>Ecart n°4</i>) mais que son attestation de formation avait en revanche été présentée (formation du 07/10/16) ;• que les prélèvements étaient réalisés par une société externe, CARSO, que l'habilitation délivrée par l'employeur CARSO aux prélèvements d'un membre de son personnel avait été présentée mais pas l'attestation de formation aux prélèvements (<i>Ecart n°5</i>). <p><u>Suites données par l'exploitant</u></p> <p>Par courrier du 09/07/2018, l'exploitant a transmis les éléments de réponse :</p> <ul style="list-style-type: none">• mise à jour du plan de formation et intégration de la responsable de l'installation ;• attestation de formation aux prélèvements du membre du personnel CARSO. <p><u>Constats lors de la visite d'inspection du 24/08/2022</u></p> <p>Les responsables de la surveillance de l'installation sont nommément désignés par l'exploitant dans un document dédié « <i>désignation nominative du responsable de la surveillance de l'exploitation de la TAR</i> » daté du 18/02/2022 :</p> <ul style="list-style-type: none">• le coordinateur Effluents Hauts-de-France ;• les 2 techniciens d'exploitation.

Observation 2 : En revanche, l'analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) mise à jour le 03/03/2022 puis le 21/10/2022 ne désigne nommément que les 2 techniciens d'exploitation en tant que responsables de la surveillance de l'installation.

L'exploitant mettra en cohérence ses documents désignant les responsables de la surveillance de l'installation.

Dans l'AMR, l'exploitant a également intégré le personnel des sociétés intervenantes sur les TAR :

- la société NOVAL'AIR pour les opérations de maintenance ;
- la société NALCO WATER pour le traitement de l'eau ;
- la société CARSO pour les prélèvements et les analyses.

Les salariés SUEZ concernés par la TAR sont formés. L'exploitant a présenté le programme de la formation dédiée dispensée en interne.

Pour les prestataires extérieurs, la formation de leur personnel et les attestations de formation associés sont un prérequis.

L'exploitant tient à jour un plan de formation (mis à jour le 04/08/2022) des personnels internes et externes formés, la nature des formations suivies, le contenu des formations suivies, la date de la dernière formation et alerte sur la date d'échéance, les attestations de formation en cours de validité. Ces éléments ont été présentés. Les formations datent de moins de 5 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1. a et c de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;- les points critiques liés à la conception de l'installation ;- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none">- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;

- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :
- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;
- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;
- en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;
- suite à un arrêt prolongé complet ;
- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ;
- autres cas de figure propre à l'installation.

Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.

Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en *Legionella pneumophila* est réalisée.

Constats : L'AMR a été initialement revue à la date du 03/03/2022 puis le 21/10/2022 après la visite d'inspection.

La première révision a été motivée :

- d'une part par la fréquence de révision réglementaire (a minima une fois tous les 2 ans) ;
- d'autre part, par le changement de stratégie de traitement à compter de février 2022 : changement de prestataire pour le traitement de l'eau (NALCO WATER) et des produits de traitement associés.

Observation 3 : L'AMR mérite d'être clarifiée sur ce point en y faisant figurer explicitement les 2 motivations de la révision ainsi que la nature explicite des changements dans la stratégie de traitement.

L'AMR présente une description des installations, leurs modalités d'exploitation et les éléments d'analyse requis, et notamment l'évaluation des risques associée à une échelle de cotation et l'analyse des bras morts.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- un plan d'améliorations, détaillant les actions correctives à mettre en œuvre et les échéances de réalisation. Le suivi de l'état d'avancement de ce plan d'améliorations a été présenté à l'inspection (enregistrement dans le carnet de suivi de la TAR) ;
- un plan d'entretien et de maintenance préventif ;
- un plan de surveillance (eau d'appoint, eaux de circuit des TAR) ;
- des procédures de gestion des TAR durant les arrêts et les redémarrages.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 3.7.I.1.b et 3.7.I.2.b de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : <u>Article 3.7.I.1</u> b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant. Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR. Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien. Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées. Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en Legionella pneumophila. <u>Article 3.7.I.2</u> [...] b) Traitement préventif [...] Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien. Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

<p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un plan d'entretien et de maintenance préventif de la TAR précisant les actions à mettre en œuvre et leur périodicité.</p> <p>Une fiche formalisant la stratégie de traitement préventif est disponible.</p> <p>Toutefois la fiche de stratégie de traitement présentée lors de la visite d'inspection ne mentionne pas les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, ni les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>Par courriel du 25/10/2022, l'exploitant a transmis la fiche de stratégie de traitement mise à jour et mentionnant les produits de décomposition.</p> <p>Observation 4 : En revanche n'y figurent pas les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>Les procédures de mise en œuvre du plan d'entretien et de maintenance notamment pour les nettoyages mensuels et annuels sont disponibles.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de surveillance des TAR (eau de circuit, eau d'appoint). Ce plan définit des indicateurs de suivi avec leurs valeurs cibles, leurs valeurs d'action (dérives) et les actions curatives et correctives associées.</p> <p>Observation 5 : Néanmoins en cas de dépassement de la concentration en légionelles dans l'eau de circuit, le plan de surveillance renvoie de façon erronée à une procédure de nettoyage curatif en cas de contamination légionelles (référéncée 1325-PRO-008) qui n'a pu être présentée et non aux procédures d'action associées aux situations de dépassement de concentration en légionelles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Nettoyage préventif annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.c de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée : c) Nettoyage préventif de l'installation :</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats : A minima, hors présence de légionelles ou d'arrêt prolongé, les interventions de nettoyage préventives sont réalisées mensuellement par le personnel SUEZ et annuellement par un prestataire externe (NOVAL'AIR).</p> <p>Ces nettoyages préventifs font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une fiche technique Métier ISDND : « <i>Réaliser le nettoyage mensuel de la TAR</i> » ; • d'une fiche technique Métier ISDND : « <i>Suivi des opérations de nettoyage annuel de la TAR (opération sous-traitée)</i> ». <p>Cette dernière précise que « <i>Le sous-traitant réalisant les opérations doit réaliser un rapport d'intervention comportant a minima la procédure d'intervention et les photos (avant et après) de tous les éléments de la TAR (intérieur du bac de la TAR, intérieur de la cuve d'eau d'appoint, dévésiculeur, packing, etc.)</i> ».</p> <p>Selon le carnet de suivi de la TAR, le dernier nettoyage annuel a été réalisé le 16/06/2022 pour lequel un rapport d'intervention a été rédigé et présenté. Celui-ci indique de prévoir le remplacement des dévésiculeurs devenant cassants et conclut au bon état général du reste des installations. L'exploitant a indiqué que les dévésiculeurs avaient été changés le jour du nettoyage.</p> <p>Observation 6 : Néanmoins, ce remplacement des dévésiculeurs ne figure pas de façon explicite dans le carnet de suivi de la TAR.</p> <p>L'utilisation d'un jet d'eau sous pression fait l'objet de consignes particulières « <i>Fiche technique métier - Utilisation d'un jet d'eau sous pression - TAR</i> ».</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement. [...]</p>
<p>Constats : Le plan de surveillance de l'eau de circuit de la TAR définit les indicateurs de suivi et leur fréquence de surveillance.</p> <p>Selon le plan de surveillance présenté en séance, l'eau de circuit fait l'objet d'une surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • continue (température, conductivité) ; • hebdomadaire (chlore libre, ATP, lame gélosée, pH) ; • bimestrielle (légionelles). <p>L'examen des résultats d'analyses de l'eau de circuit des TAR en 2022 met en évidence que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la surveillance hebdomadaire « lame gélosée » définie au plan de surveillance n'est pas réalisée. <p>En séance, l'exploitant a reconnu ne pas réaliser ce suivi. Par courriel du 23/09/2022, l'exploitant a transmis le plan de surveillance modifié sans suivi hebdomadaire de ce paramètre.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Observation 7</u> : l'exploitant réalise une surveillance hebdomadaire du paramètre ORP/Redox qui n'apparaît pas dans le plan de surveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 3.7.I.3.a et b et 3.7.I.2.b de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : <u>Article 3.7.I.3</u> a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> : La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent. b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles : Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. [...] Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement. En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , cela afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, qui fausse l'analyse. En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante. Les dispositions relatives aux échantillons répondent aux dispositions prévues par la norme « NF T90-431 (version 2020) » ou par toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. <u>Article 3.7.I.2</u> b) Traitement préventif : [...] Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des <i>Legionella pneumophila</i> par la réalisation d'analyses hebdomadaires en <i>Legionella pneumophila</i> , a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

[...]

Constats : L'examen des résultats d'analyse légionelle sur 2021 et 2022 laisse apparaître que l'exploitant respecte la fréquence bimestrielle d'analyses des légionelles.

Les prélèvements et analyses des légionelles sont réalisés selon la norme NF T90-431.

Les prélèvements pour les analyses légionelles sont réalisées par le laboratoire CARSO. Le point de prélèvement de l'eau de circuit de la TAR se situe sur la boucle du circuit de la TAR.

Selon la stratégie de traitement définie, le biocide est injecté par choc hebdomadaire tous les vendredi à 18h. Le prélèvement légionelles est réalisé avant, généralement le vendredi dans la journée. De plus les bordereaux des analyses légionelles réalisées en 2022 font état de la date des injections de biocide (programmé ou non) afin de justifier du respect du délai de 48h entre la réalisation d'une injection ponctuelle de biocide et le prélèvement légionelles.

Bien que le changement de stratégie de traitement ait été mis en œuvre à compter de février 2022, l'exploitant n'en a pas informé l'inspection.

De plus, l'exploitant a présenté la procédure « Mise en service, exploitation et suivi d'une installation TAR » qui stipule que « *Toute définition et changement de stratégie de traitement doit faire l'objet d'une :*

- [...] »

- inspection de l'IIC,

- [...] »

Observation 8 : l'exploitant mettra à jour sa procédure en cohérence avec les dispositions réglementaires d'information de l'inspection des installations classées (et non d'inspection) et veillera à sa stricte application en cas de changement de stratégie de traitement.

A la suite du changement de stratégie de traitement, l'exploitant a fait réaliser les analyses légionelles à une fréquence renforcée hebdomadaire de mars à mai 2022, conformément aux dispositions réglementaires.

Selon le carnet de suivi de la TAR, les résultats d'analyses sont tous inférieurs à 100 UFC/L.

En revanche, à la date de la visite d'inspection, l'exploitant n'avait pas transmis ces résultats d'analyses légionelles hebdomadaires (plateforme GIDAF), cf. point de contrôle suivant.

Suite à la visite d'inspection, les résultats de l'autosurveillance renforcée des légionelles réalisée dans le cadre du changement de stratégie de traitement ont été transmis via GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 3.7.I.3.e et 3.7..I.2.b de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3.7.I.3</u> e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées : Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.</p> <p><u>Article 3.7.I.2</u> b) Traitement préventif : [...] Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L. [...]</p> <p><u>Article 1er de l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement</u> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant transmet les résultats d'analyses légionelles bimestrielles via la plateforme GIDAF.</p> <p>L'examen des résultats d'analyses légionelles bimestrielles sur 2021 et 2022 laisse apparaître que l'exploitant respecte globalement les délais réglementaires de transmission.</p> <p>En revanche, à la suite du changement de stratégie de traitement, l'exploitant a fait réaliser les analyses légionelles à une fréquence renforcée hebdomadaire de mars à mai 2022, mais, à la date de la visite d'inspection, il n'avait pas transmis ces résultats d'analyses conformément à ses obligations réglementaires via l'application GIDAF. Suite à la visite d'inspection, les résultats de l'autosurveillance renforcée des légionelles réalisée dans le cadre du changement de stratégie de traitement ont été transmis via GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Actions à mener si la concentration mesurée en LP \geq 100 000 UFC/L d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 3.7.I.1.b et 3.7.II.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : <u>Article 3.7.I.1</u> b) [...] Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. [...] <u>Article 3.7.II</u> 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : " Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ". Ce document précise : - les coordonnées de l'installation ; - la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; - la date du prélèvement ; - les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ; b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ; c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ; d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur

de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion ;

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV des présentes consignes d'exploitation. Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives, joint au carnet de suivi ;

f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;

g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible. Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/L.

Si l'installation est également concernée par " le point 3.7.I.2.c ", les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.

Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats : La fiche technique Métier ISDND : « *Résultat analyse Legionella pneumophila : dépassement supérieur ou égal à 100 000 UFC/L* » décline les actions à mener en cas de concentration en légionelles supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.

Cette procédure indique l'arrêt immédiat de la dispersion par la TAR. Cet arrêt immédiat dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production fait l'objet d'une procédure spécifique « *Procédure d'arrêt immédiat et de redémarrage de la tour de refroidissement* ».

Les différentes actions et documents prescrits réglementairement sont prévus dans la procédure.

La procédure prévoit l'information de l'inspection des installations classées via un courrier d'information. **Cependant, ce courrier (version du 12/09/2019) ne laisse pas apparaître les adresses électroniques de diffusion et en particulier l'adresse générique de l'unité départementale, à savoir : ud-hainaut.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr.**

Par courriel du 25/10/2022, l'exploitant a transmis le courrier d'information utilement amendé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 3.7.I.1.b et 3.7.II.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : <u>Article 3.7.I.1</u> b) [...] Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. [...] <u>Article 3.7.II</u> 2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L a) Cas de dépassement ponctuel : En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté. b) Cas de dépassements multiples consécutifs : Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté. Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive. La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme « NF T90-431 (version

<p>2020) » sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L.</p> <p>c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.</p>
<p>Constats : La fiche technique Métier ISDND : « <i>Résultat analyse Legionella pneumophila entre 1 000 et 100 000 UFC/L</i> » décline les actions à mener en cas de concentration en légionelles supérieure ou égale à 1000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L.</p> <p>Les différentes actions et documents prescrits réglementairement sont prévus dans la procédure.</p> <p>Par courriel du 25/10/2022, l'exploitant a transmis le courrier d'information de l'inspection des installations classées utilement amendé (cf. point de contrôle précédent).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 11 : Actions à mener si le dénombrement des *Legionella pneumophila* est rendu impossible par la présence d'une flore interférente.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 3.7.I.1.b et 3.7.II.3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : <u>Article 3.7.I.1</u> b) [...] Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière. [...] <u>Article 3.7.II</u> 3. Actions à mener si le dénombrement des <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » est rendu impossible par la présence d'une flore interférente a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit. b) Si le dénombrement des <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives. c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.
Constats : La fiche technique Métier ISDND : « <i>Résultat analyse Legionella pneumophila : dénombrement impossible ou seuil de quantification > 1000 UFC/L</i> » décline les actions à mener si le dénombrement des <i>Legionella pneumophila</i> est rendu impossible par la présence d'une flore interférente. Les différentes actions prescrites réglementairement sont prévues dans la procédure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée : 2. Carnet de suivi</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complet ou partiels ; - le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; - les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; - les modifications apportées aux installations. <p>Sont annexés au carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; - l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ; - les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ; - le plan de formation ; - les rapports d'incident et de vérification ; - les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ; - les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ; - les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5. <p>Le carnet de suivi est propriété de l'installation.</p> <p>Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification.</p>
Constats : La traçabilité du suivi des installations est assurée par le carnet de suivi TAR informatisé et tenu à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée : [...] L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ; - matières en suspension < 10 mg/l. <p>La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.</p> <p>En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.</p>
<p>Constats : Le plan de surveillance défini par l'exploitant respecte les dispositions réglementaires (paramètres, fréquence).</p> <p>Selon le plan de surveillance présenté en séance, l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • hebdomadaire (chlore libre, ATP) ; • annuelle (légionelles, MES). <p>L'examen des résultats d'analyses de l'eau d'appoint des TAR en 2022 met en évidence que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la surveillance hebdomadaire du chlore libre définie au plan de surveillance n'est pas réalisée. <p>En séance, l'exploitant a reconnu ne pas réaliser ce suivi. Par courriel du 23/09/2022, l'exploitant a transmis le plan de surveillance modifié sans suivi hebdomadaire du chlore libre.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Observation 9 : l'exploitant réalise une surveillance hebdomadaire de la température, du pH et de la conductivité qui n'apparaît pas dans le plan de surveillance. <p>L'examen des résultats d'analyses de l'eau d'appoint des TAR en 2022 laisse apparaître la conformité avec les valeurs limites d'émission définies par l'arrêté ministériel de prescriptions générales 2921-D.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles 5.3 et 5.5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Conception des installations
<p>Prescription contrôlée : 5.3. Réseau de collecte a) Il est interdit de rejeter les eaux résiduaires de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales ;</p> <p>b) Les eaux résiduaires de l'installation sont évacuées dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessous ou éliminées dans un centre de traitement des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après ; [...]</p> <p>5.5. Valeurs limites de rejet Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : - pH 5,5 - 9,5 ; - température < 30 °C ;</p> <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO : - matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l. Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;</p> <p>c) dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : - matières en suspension : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; - DCO : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 50 kg/j, 125 mg/l au-delà ;</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif muni ou non de station d'épuration : - phosphore : - flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour : 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle ; - flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour : 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle ; - flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour : 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle ; - fer et composés : 5 mg/l ; - plomb et composés : 0,5 mg/l ; - nickel et composés : 0,5 mg/l ; - arsenic et composés : 50 µg/l ; - cuivre et composés : 0,5 mg/l ; - zinc et composés : 2 mg/l ; - THM (TriHaloMéthane) : 1 mg/l ;</p>

<p>- composés organiques halogénés (en AOX) : 1 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j.</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.</p>
<p>Constats : En séance l'exploitant a présenté le schéma de principe du circuit de refroidissement de la TAR figurant dans l'AMR. Celui-ci fait apparaître que la TAR et la TAR adiabatique (non 2921) sont alimentées en eau d'appoint par une cuve de 10 m³ alimentée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> -des condensats (= lixiviats traités de l'ISDND) ; -les purges de déconcentration des 2 TAR. <p>Il apparaît donc que les purges des 2 TAR constituent une partie de l'eau d'appoint des 2 TAR.</p> <p>L'exploitant a également indiqué que cette cuve est équipée d'un trop plein (qui n'apparaît pas sur le plan) qui rejoint le milieu naturel via une noue de collecte d'eaux pluviales.</p> <p>Constats avec suites 1 : les eaux résiduaires de la TAR sont prioritairement recyclées en eau d'appoint de la TAR et non directement évacuées vers le milieu naturel.</p> <p>Constats avec suites 2 : les eaux résiduaires de la TAR sont, en l'absence de recyclage, rejetées dans un réseau d'eaux pluviales avant rejet au milieu naturel.</p> <p>L'examen de la conformité de la gestion des effluents n'a porté que sur les eaux résiduaires de la TAR et non sur l'ensemble des effluents aqueux du site (lixiviats traités, eaux de drainage, eaux de ruissellement interne,...).</p> <p>Dans le cadre de la mise en conformité de la gestion des eaux résiduaires de la TAR, objet de la présente proposition de mise en demeure, l'exploitant est toutefois invité à examiner globalement la conformité de la gestion de ses diverses catégories d'effluents compte tenu des travaux à réaliser.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.5 et 5.9 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée : 5.5. Valeurs limites de rejet Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH 5,5 - 9,5 ; - température < 30 °C ; <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l. <p>Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;</p> <p>c) dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; - DCO : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 50 kg/j, 125 mg/l au-delà ; <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif muni ou non de station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - phosphore : - flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour : 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle ; - flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour : 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle ; - flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour : 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle ; - fer et composés : 5 mg/l ; - plomb et composés : 0,5 mg/l ; - nickel et composés : 0,5 mg/l ; - arsenic et composés : 50 µg/l ; - cuivre et composés : 0,5 mg/l ; - zinc et composés : 2 mg/l ; - THM (TriHaloMéthane) : 1 mg/l ; - composés organiques halogénés (en AOX) : 1 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j. <p>Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.</p> <p>5.9. Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants visés au point 5.5, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou</p>

risquent d'être dépassées.

En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point 3.7.1.2 b du présent arrêté.

Une mesure des concentrations des différents paramètres et polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Les points de prélèvements d'échantillon et de mesure pour le contrôle des rejets de l'installation de refroidissement sont choisis sous la responsabilité de l'exploitant, ils sont représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration.

Dans le cas d'un site comprenant plusieurs tours ou circuits de refroidissement, ce point de prélèvement peut se situer sur le collecteur de rejets commun de ces installations.

Les polluants visés au point 5.5 qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Constats : La TAR et la TAR adiabatique (non 2921) sont alimentées en eau d'appoint par une cuve de 10 m³ alimentée par :

- des condensats (= lixiviats traités de l'ISDND) ;
- les purges de déconcentration des 2 TAR.

L'exploitant a également indiqué que cette cuve est équipée d'un trop plein (qui n'apparaît pas sur le plan) qui rejoint le milieu naturel via une noue de collecte d'eaux pluviales.

Observation 10 : **Aucun de plan de surveillance (paramètres (AM 2921-D et produits de décomposition des biocides), fréquence, VLE) n'est formalisé par l'exploitant pour les rejets d'eau de la TAR.**

Pour les analyses des rejets de la TAR, l'exploitant s'est appuyé, en séance, sur le « Bilan TAR 2021 » et a présenté le bordereau des analyses annuelles réalisées en 2021, au niveau de la surverse de la cuve de 10 m³, dont les effluents sont constitués d'un mélange de lixiviats traités et de purges de déconcentration des TAR.

Après la visite, l'exploitant s'est également appuyé sur les analyses réalisées le 22/06/2022 au niveau du même point de prélèvement.

Il ressort de la surveillance effectuée par l'exploitant que :

- **le point de prélèvement n'est donc pas celui identifié dans le schéma de principe du circuit de refroidissement présenté dans l'AMR dénommé « eau de rejet » ;**
- **les effluents analysés par l'exploitant ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration de la TAR ;**
- **Le programme analytique est incomplet : tous les produits de décomposition des biocides identifiés dans la fiche de stratégie de traitement n'ont pas été analysés ;**
- **les valeurs limites d'émission considérées par l'exploitant dans son Bilan TAR 2021 sont celles de « l'article 38.I de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 ». Or ces VLE ne sont pas celles applicables puisqu'elles concernent les installations relevant de la rubrique 2921 à enregistrement et non à déclaration ;**

- les valeurs limites d'émission ne sont pas présentées afin d'apprécier la conformité des résultats.

Constats avec suites 3 : la surveillance des rejets de la TAR n'est pas réalisée par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.10 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. [...] Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. [...]
Constats : Les produits présents sont placés sur des rétentions suffisamment dimensionnées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain – Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation et aux locaux techniques.
Constats : L'accès à la plateforme dans laquelle se trouve la TAR est sécurisée : clôture et porte fermée à clef.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Point de prélèvement des eaux de circuit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.b de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée : b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles :</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. [...]</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives. [...]</p>
<p>Constats : <u>Situation lors de la visite d'inspection du 25/04/2018</u> La visite d'inspection du 25/04/2018 avait permis de constater que le point de prélèvement comportait un panneau « eau de la tar » et que l'identification méritait d'être clarifiée par la dénomination complète "point de prélèvement" (<i>Ecart n°6</i>).</p> <p><u>Suites données par l'exploitant</u> Par courrier du 09/07/2018, l'exploitant a transmis les éléments de réponse : installation d'un panneau « point de prélèvement TAR ».</p> <p><u>Constats lors de la visite d'inspection du 24/08/2022</u> Le point de prélèvement des eaux de circuit est correctement identifié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain – Protection des personnels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ; - aux produits chimiques. <p>Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements.</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p> <p>Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement est informé des circonstances d'exposition aux légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie.</p> <p>L'ensemble des documents justifiant l'information des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail.</p>
<p>Constats : Des équipements de protection individuels, notamment des masques FFP3 et des gants sont disponibles. L'inspection n'a cependant pas vérifié les dates de péremption des équipements.</p> <p>Un panneau présent sur la passerelle d'accès à la TAR signale l'obligation du port des EPI et le risque légionelles.</p> <p>Un document d'information relatif au risque légionelles est affiché.</p> <p>Les intervenants sont informés des consignes de sécurité sur la plateforme et notamment vis-à-vis des légionelles (registre à signer).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet